

Comment se peut-il que ces journalistes n'aient pas mentionné cela dans leur article? Pourquoi MM. Kennedy et Cobb ne diraient-ils pas la vérité?

Hier, nous avons eu toute une présentation au Comité de la consommation et des affaires commerciales qui étudie la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes. Un des lobbyistes, une personne du nom de Michael Robinson, un activiste libéral bien connu, disait, et je cite le compte rendu:

[. . .] On peut dire que la partialité politique y est pour quelque chose.

Il parlait de la motivation des journalistes. Il a ajouté:

Après que *The Ottawa Citizen* eut publié deux ou trois articles, j'ai reçu un coup de téléphone de Gordon Ashworth, directeur de campagnes électorales du Parti libéral, qui était très actif auprès de beaucoup d'entre nous pendant la campagne référendaire. Il venait de parler avec Mark Kennedy, m'a-t-il dit, journaliste au *The Ottawa Citizen*. Kennedy lui avait posé des questions à propos de la publicité pendant la campagne, et ce dans le but, j'imagine, de rédiger d'autres articles pour *The Citizen*. Pendant la conversation, il a demandé à Gordon si j'étais contrarié à la suite des articles qui avaient paru dans le journal. Lorsque Gordon lui a dit que je n'étais pas très content de la publicité, Kennedy l'a rassuré et lui a dit que je ne devais pas m'en faire parce que le but des articles n'était pas d'attaquer le Parti libéral mais plutôt de mettre le gouvernement conservateur dans l'embarras.

Il a dit ensuite:

Ce sont là des propos étranges venant d'un journaliste. J'ai donc des soupçons sur ce qui a pu les motiver.

The Ottawa Citizen avait un éditorial disant qu'il était éthique du gouvernement. J'estime, en toute humilité, qu'il devrait peut-être se pencher un peu sur l'éthique de ses journalistes, si toutefois ce n'est pas un oxymoron en ce qui concerne ces personnes. Elles se prennent pour Bernstein et Woodward, alors qu'elles ne sont que des recherchistes du programme *Dateline* de NBC.

Il disait que l'objet de ces articles n'était pas la poursuite journalistique du qui, quoi, où, quand et pourquoi, mais d'embarrasser le gouvernement conservateur. Que trouve-t-on en première page de cet important journal national? Des histoires rapportées par ces deux journalistes, qui ne cherchent pas à connaître la vérité ou à informer le public mais, de leur propre aveu, à mettre le gouvernement dans l'embarras. N'est-ce pas merveilleux? Ne sommes-nous pas bien servis par cette institution?

Cela me fait penser à une conversation que j'ai eue un jour avec la regrettée Marjorie Nichols qui me faisait part

Les crédits

de sa déception. Elle avait écrit un article qui, en réalité, félicitait le gouvernement d'une mesure qu'il avait prise. Elle a dit que ses propres collègues s'étaient moqués d'elle et l'avaient insultée. L'idée que l'on publie dans un journal comme *The Ottawa Citizen* un article favorable au gouvernement était intolérable aux yeux de ses collègues. Comme Don McGillivray, qui n'a jamais rien dit de positif même si, pour cela, il devait dire le contraire de sa pensée. Elle a ensuite parlé avec un certain dégoût de la qualité du journalisme au Canada. Elle m'a dit que le pays était suffisamment fort pour survivre à ses politiciens, mais qu'il ne l'était peut-être pas assez pour survivre à ses médias. Si c'est le genre de normes que nous allons avoir, elle avait raison.

On peut peut-être interpréter ces propos d'une manière moins péjorative. Cela nous mène à un problème encore plus grand. J'ai lu la critique du livre *Reinventing Government: How the Entrepreneurial Spirit is Transforming the Public Service*, de R.I.G. MacLean qui, à l'époque, travaillait pour le gouvernement de l'Ontario avec lequel il avait un contrat de deux ans. Il a parlé de la bureaucratie et de la façon dont elle était devenue sclérosée tant elle aimait le processus. Ce qu'elle veut, c'est le respect du processus, peu importe les résultats. C'est pourquoi elle est si sclérosée. Il a ajouté l'observation suivante:

• (1610)

Chaque partie d'une organisation bureaucratique a un mandat et fonctionne selon certaines règles. Les bureaucrates ne se soucient pas d'évaluer objectivement les résultats. Ils évaluent le rendement plutôt d'après la conformité aux règles. C'est ce qu'ils appellent l'obligation de rendre compte. Quand on leur suggère d'avoir moins de règles pour être peut-être plus productifs, ils répondent invariablement qu'il faut des règles pour pouvoir rendre des comptes au public. C'est complètement faux. Les règles portent toutes sur l'obligation de rendre compte des intrants ou des approbations nécessaires pour dépenser. Il n'y a aucune obligation de rendre compte des extrants ou des résultats des dépenses.

Un bureaucrate, du moins, ne suivait pas cette façon de procéder. M. Guité, qui s'adressait à M. Kennedy, a dit que le groupe a respecté le processus d'adjudication de contrats. Il est plus honnête que jamais en 10 ans. Or, le *Citizen* d'Ottawa dit que le groupe n'a pas remis un rapport par écrit. Encore le processus. Cela suffisait au journal pour conclure à la corruption et pour poursuivre ses efforts incessants afin de mettre le gouvernement conservateur dans l'embarras.